

Burkina Faso

Évaluation multisectorielle des besoins (MSNA)

Résumé exécutif

Février 2021



Funded by
European Union
Humanitarian Aid



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE

REACH Informing
more effective
humanitarian action

Evaluation conduite au sein du cadre institutionnel de :

L'Inter Cluster Coordination Group (ICCG) et l'Information Management Working Group (IMWG).

Financée par :



Avec le soutien de :



Image de couverture : Sam Mednick, Kaya, Burkina Faso, 2021.

A propos de REACH

REACH facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de redressement et de développement. Pour ce faire, les méthodes utilisées par REACH incluent la collecte de données primaires, suivie d'une analyse approfondie de celles-ci. Toutes les activités sont menées dans le cadre des mécanismes de coordination inter-agences. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche – Programme opérationnel pour les applications satellitaires (UNITAR-UNOSAR). Pour plus d'informations, veuillez consulter notre site internet : www.reach-initiative.org. Vous pouvez nous contacter directement à : geneva@reach-initiative.org et nous suivre sur Twitter : @REACH_info.

N.B. : Le masculin est utilisé dans l'ensemble du document au sens générique ; il désigne autant les femmes que les hommes.

Résumé

Le Burkina Faso connaît une instabilité croissante depuis 2015 suite à la prolifération d'acteurs armés sur le territoire dans la foulée de l'émergence d'un conflit au Mali voisin. Depuis 2019, plus d'un million de personnes ont été déplacées en raison de la multiplication des attaques contre les civils dans la zone frontalière avec le Mali et le Niger. Les personnes déplacées internes (PDI) se concentrent pour la plupart dans les centres urbains³, exerçant ainsi une pression sur les services et les infrastructures. Néanmoins, de nombreux ménages sont restés dans les zones rurales en dépit de la menace sécuritaire et subissent également des perturbations de leurs moyens d'existence et de leur accès aux services de base. L'Aperçu des besoins humanitaires (HNO) faisait ainsi état de 5,3 millions de personnes affectées par la crise, dont 2,2 millions de personnes ayant besoin d'assistance en 2020.⁴ Les besoins liés à l'insécurité et aux déplacements de population s'additionnent à des difficultés structurelles antérieures à la crise. Le Burkina Faso connaît en effet une croissance démographique rapide dans un contexte de fragilité préexistante des services étatiques et des infrastructures sociocommunautaires, en plus d'être confronté à une pauvreté importante, se situant année après année vers le bas du classement de l'Indice de développement humain, malgré des progrès réalisés au cours des quarante dernières années.⁵ La croissance démographique s'inscrit dans un contexte d'érosion des moyens d'existence traditionnels sous l'effet des impacts du changement climatique. Finalement, en 2020, la pandémie de la COVID-19 a contribué à accentuer les besoins, notamment via l'impact socio-économique des mesures préventives, en particulier la fermeture des frontières internationales.⁶

Afin d'informer l'action des acteurs humanitaire et de faciliter la prise de décision concernant la priorisation des ressources et des interventions, REACH, en collaboration avec le Groupe de Coordination Inter-Cluster (ICCG), a réalisé une évaluation multisectorielle des besoins (MSNA). Cette évaluation avait principalement vocation à informer l'élaboration du HNO 2021 ainsi que du Plan de réponse humanitaire (HRP).

La MSNA s'est déployée sur l'ensemble du territoire du Burkina Faso et visait à obtenir des données différenciées sur les besoins multisectoriels des populations déplacées et non déplacées, de manière à permettre une comparaison de la sévérité des besoins et des vulnérabilités des ménages entre les zones géographiques et entre les deux groupes de population d'intérêt.⁷ La collecte de données a eu lieu entre le 14 juillet et le 15 août 2020, auprès de 5 945 ménages.⁸ Les données ont été récoltées sur le terrain dans les zones accessibles sur le plan sécuritaire et par téléphone dans les zones difficiles d'accès.⁹ Un échantillonnage non-probabiliste a été utilisé pour l'ensemble des ménages dans les zones couvertes par téléphone, ainsi que pour l'ensemble des ménages déplacés, étant donné que la collecte de données par téléphone ne permettait pas une sélection purement aléatoire des ménages, d'une part, et que les données disponibles sur la localisation des PDI dans le pays n'étaient pas suffisamment précises pour permettre le recours à un échantillonnage probabiliste. En revanche, pour les ménages non déplacés vivant dans les zones accessibles où les enquêtes ont été réalisées face à face, la sélection des ménages a été faite suivant un échantillonnage aléatoire par grappe permettant de générer des résultats représentatifs avec un niveau de confiance de 95% et une marge d'erreur de 10% au niveau des provinces dans les régions principales d'activité des acteurs humanitaires¹⁰, et au niveau des régions dans le reste du pays.

L'analyse présentée dans ce rapport repose sur une méthodologie de calcul de la sévérité des besoins multisectoriels et sectoriels des ménages développée par REACH. Pour chaque secteur, un score représentant le niveau de manques en termes de niveau de vie (LSG)¹¹ du ménage a été calculé sur une échelle de sévérité

³ Chefs-lieux de communes, de provinces et de régions.

⁴ [Bureau de la coordination humanitaire des affaires humanitaires des Nations Unies \(UNOCHA\). Aperçu des besoins humanitaires : Burkina Faso, 2020.](#)

⁵ En 2020, le Burkina Faso se classait au 182^e pays sur 189. [PNUD. Briefing note on the 2020 Human Development Report : Burkina Faso, 2020.](#)

⁶ Celles-ci demeurent fermées aux voyageurs au moment de la rédaction de ce rapport, en décembre 2020.

⁷ Les secteurs couverts par l'évaluation sont : l'eau, l'hygiène et l'assainissement, la sécurité alimentaire et les moyens d'existence, la protection, la nutrition, la santé, l'éducation, les abris et les articles ménagers essentiels, et la redevabilité aux personnes affectées par la crise (AAP).

⁸ 1 757 ménages PDI et 4 188 ménages non déplacés.

⁹ L'accessibilité des différentes zones du pays a été définie sur la base d'une revue détaillée de la situation sécuritaire et logistique de chacune. La liste des communes exclues de la collecte de données sur le terrain figure dans les [termes de références](#) de la recherche.

¹⁰ Centre-Nord, Nord, Est, Sahel et Boucle du Mouhoun.

¹¹ Living Standard Gap (LSG)

ascendante allant de 1 à 4+, en agrégeant les besoins non-comblés du ménage dans ce secteur.¹² Un ménage qui se voit attribué un score de 3 ('sévère') ou plus est considéré comme ayant un LSG sectoriel. Les ménages ayant un LSG dans un ou plusieurs secteurs sont automatiquement classés comme ayant des besoins multisectoriels (MSNI). Le score de sévérité sectoriel le plus élevé associé à chaque ménage devient le score MSNI de ce ménage.

Résultats clés

La vaste majorité des ménages du Burkina Faso ont été identifiés comme ayant des besoins multisectoriels, et près de la moitié avaient un niveau extrême de besoins. En effet, 86% des ménages avaient des besoins multisectoriels, soit environ 2.3 millions de ménages, dont la totalité des ménages déplacés du pays ainsi que 85% des ménages non déplacés.¹³ Plus précisément, 38% des ménages avaient des besoins multisectoriels « sévères » (score MSNI de 3), 42% avaient des besoins « extrêmes » (4) et 6% avaient des besoins « très extrêmes » (4+). **La proportion de ménages ayant des besoins multisectoriels était élevée dans toutes les régions du pays (entre 77% et 99%), à l'exception de la région Centre où elle était plus basse (55%),** sans doute du fait que cette région englobe la ville de Ouagadougou, qui accueille plus de ménages aux revenus moyens ou élevés et assure une bonne proximité avec des services de base.

Si des faiblesses structurelles en matière de services et d'infrastructures semblaient constituer un déterminant majeur des besoins multisectoriels à l'échelle nationale, ces besoins préexistants ont été fortement exacerbés par la présente crise sécuritaire et les déplacements récents de population dans le Nord-Est du pays. En effet, **les régions présentant les plus fortes proportions de ménages ayant des besoins multisectoriels extrêmes ou très extrêmes, tous statuts de déplacement confondus, étaient le Sahel (73%), le Nord (70%) et l'Est (68%),** trois des régions les plus affectées par l'insécurité et les perturbations qui y sont associées.¹⁴

Dans les zones de forte insécurité, il y avait parfois peu de distinctions de sévérité entre la situation des ménages déplacés et celle des ménages non déplacés. En effet, dans les régions fortement affectées par l'insécurité comme le Sahel, le Nord et le Centre-Nord, la proportion de ménages déplacés et non déplacés ayant des besoins multisectoriels extrêmes ou très extrêmes était sensiblement la même, bien que les ménages déplacés étaient davantage susceptibles de cumuler des besoins dans plusieurs secteurs à la fois. À l'instar des ménages déplacés, les ménages non déplacés établis dans ces régions vivent avec des préoccupations en matière de protection, ainsi que des perturbations de leurs moyens d'existence et de leur accès aux services de base. Il est également possible que l'assistance humanitaire dont bénéficient davantage les ménages déplacés dans ces régions contribue à réduire l'écart entre la situation des ménages non déplacés et celle des ménages déplacés.

Même dans des régions du pays où les événements violents se font plus rares, les lacunes structurelles en matière d'accès à des ressources et des services de base semblent parfois suffire à engendrer des besoins considérés comme 'extrêmes'. En effet, la quatrième région présentant la plus forte proportion de ménages ayant des besoins multisectoriels extrêmes ou très extrêmes au moment de l'évaluation était la région Sud-Ouest, beaucoup moins affectée par la crise sécuritaire que les régions de la couronne Nord-Est du pays, mais qui fait face à des faiblesses structurelles, notamment en matière de conditions sanitaires et d'accès à l'eau.¹⁵

Bien que les acteurs humanitaires se concentrent essentiellement dans les régions du Nord-Est du pays, certaines régions de Sud et de l'Ouest du pays accueillent des petits groupes de ménages déplacés. **Ceux-ci sont nombreux à faire face à des besoins multisectoriels extrêmes ou très extrêmes qui distinguent parfois**

¹² Alors que l'échelle de sévérité du JIAF comprend 5 classifications allant de 1 (aucun / minimal) à 5 (catastrophique), seule une échelle de 1 (aucun / minimal) à 4+ (extrême+) est utilisée pour les besoins de la MSNA. Un score de 4+ est utilisé lorsque les données indiquent que la situation pourrait être catastrophique. Cela s'explique par le fait que les données nécessaires pour l'attribution d'un score de 5 (catastrophique) sont principalement obtenues au niveau de la zone (par exemple, les taux de mortalité, la prévalence de la malnutrition, etc.), ce qui est difficile à prendre en compte dans une analyse au niveau des ménages. En outre, étant donné que les recommandations globales sur les définitions exactes de chaque classe doivent encore être finalisées, et les implications en matière de réponse de la classification d'un ménage ou d'une zone en classe 5 (catastrophique), REACH n'est pas en mesure de vérifier de manière indépendante si une situation catastrophique (classe 5) est en train de se produire.

¹³ Chiffre obtenu en appliquant le pourcentage sur le chiffre de la population provenant de [OCHA \(HDX\), Subnational population statistics, 2019](#).

¹⁴ [OCHA, Aperçu des besoins humanitaires : Burkina Faso, 2020](#).

¹⁵ INSD. Annuaire statistique : Sud-Ouest. 2018.

fortement leur situation de celle des ménages non déplacés qui vivent au même endroit. La sévérité des besoins recensés chez ces ménages déplacés était particulièrement préoccupante dans les Cascades, où 88% des ménages déplacés faisaient face à des besoins multisectoriels extrêmes ou très extrêmes, contre 25% des ménages non déplacés. Les ménages déplacés semblent y vivre d'activités précaires telles que l'orpaillage, le travail journalier et le petit commerce, et n'y ont que très peu accès à de l'assistance humanitaire, en plus d'être isolés de leur communauté d'origine.¹⁶ La même situation a été observée dans le Centre-Est et les Hauts-Bassins.

Chez les ménages déplacés comme chez les ménages non déplacés, les besoins en eau, hygiène et assainissement (EHA) étaient particulièrement courants. En effet, parmi les ménages ayant des besoins multisectoriels, 82% avaient des besoins en EHA, tandis que la proportion des ménages ayant des besoins dans les autres secteurs se situait entre 24% et 37%. Cette situation est en grande partie attribuable à des lacunes structurelles en matière de développement des infrastructures sanitaires, l'insuffisance des systèmes d'adduction d'eau potable et des pratiques non-optimales en matière de lavage des mains. **La crise liée à l'insécurité et au déplacement ne fait qu'accroître ces dynamiques préexistantes** du fait de la pression supplémentaire sur les forages dans les zones d'accueil et du manque d'accès à des installations sanitaires pour les déplacés.

Le cumul des besoins dans plusieurs secteurs à la fois au sein d'un même ménage a été observé chez une forte proportion de ménages, et particulièrement chez les ménages déplacés. En effet, la moitié (56%) des ménages non déplacés et 96% des ménages déplacés présentaient des besoins dans deux secteurs ou plus, tandis que chez 17% des ménages déplacés et 3% des ménages non déplacés, des besoins dans 5 secteurs ou plus coexistaient. Si les profils de besoins étaient diversifiés, le profil le plus fréquemment retrouvé est un ménage ne faisant face qu'à des besoins en EHA (19% des ménages ayant des besoins multisectoriels). Autrement, les profils de besoins étaient assez variés, impliquant souvent des besoins en EHA associés à des besoins dans un ou plusieurs autres secteurs.

En plus d'avoir des besoins dans plusieurs secteurs, la majorité des ménages ayant des besoins multisectoriels ont été identifiés comme étant vulnérables.¹⁷ Au total, 30% des ménages avaient à la fois des besoins multisectoriels et des vulnérabilités préexistantes. Ces vulnérabilités, qui touchent environ le tiers des ménages de manière générale (33%), peuvent diminuer leur capacité à absorber des chocs additionnels.

La majorité des ménages sans besoins multisectoriels avaient recours à des stratégies d'adaptation négatives pour couvrir leurs besoins. En effet, 8% des ménages (sur les 14% n'ayant pas de besoins multisectoriels) ont été identifiés comme ayant un manque de capacité (CG).¹⁸ Ces ménages peuvent ne pas être en mesure de faire face à un autre choc, et basculer dans le besoin une fois ces stratégies épuisées. Ainsi, seuls 6% des ménages ne se trouvent ni en situation de besoins multisectoriels, ni en situation de manque de capacité.

En conclusion, la présente analyse met en lumière le fait que la majorité des ménages du Burkina Faso présentent des besoins multisectoriels, y compris dans les régions qui ne sont pas affectées par la crise sécuritaire. Les faiblesses structurelles en matière de développement contribuent fortement à cette situation, et particulièrement les déficiences en matière d'accès à l'eau et à l'assainissement. Les chocs liés aux attaques récurrentes et aux déplacements subséquents accentuent fortement la sévérité de la situation des ménages vivant dans les régions affectées, de sorte que des proportions plus élevées de ménages se trouvent dans une situation « extrême ». Si les besoins sont manifestes à travers le pays, la nature et les déterminants de ces besoins diffèrent d'une région à l'autre. Dans les zones desservies par des services étatiques et des acteurs de développement, la réponse à ces besoins ne relève pas forcément de l'action humanitaire, et en ce sens une concertation solide est nécessaire, tant dans l'analyse des causes profondes des besoins que dans la planification de la réponse.

¹⁶ En 2020, le HRP couvrait les régions du Centre-Nord, Nord, Sahel, Est et Boucle du Mouhoun.

¹⁷ Les vulnérabilités qui ont été prises en compte pour les fins de cette évaluation sont le genre du chef de ménage (ménages dirigés par des femmes), la présence de limitations fonctionnelles (handicap) au sein du ménage, et la durée de déplacement (ménages en situation de déplacement depuis plus de 6 mois), et l'âge du chef de ménage (enfant ou personne âgée).

¹⁸ Manque de capacité (CG) : signifie que des stratégies d'adaptation négatives et non durables sont utilisées pour répondre aux besoins. Les ménages qui n'ont pas été identifiés comme ayant un LSG peuvent maintenir leur niveau de vie en utilisant des stratégies d'adaptation négatives.